

- 1.18. für die Öffentliche Pfarrbibliothek Rodt: N. N.;
- 1.19. für die Öffentliche Pfarrbibliothek St. Vith: Frau Alexa Mertgens-Linden;
- 1.20. für die Öffentliche Pfarrbibliothek Walhorn: Frau Charlotte Dupuis;
- 1.21. für die Öffentliche Pfarrbibliothek Schönberg: N. N.
2. als Vertreter der öffentlichen Fachbibliotheken:
 - 2.1. für das Naturparkzentrums Botrange: N. N.;
 - 2.2. für die Deutschsprachige Krankenpflegevereinigung in Belgien VoG: Frau Josiane Fagnoul;
 - 2.3. für die ASL: Frau Madita Willems;
 - 2.4. für den Förderverein des Archivwesens: Frau Els Herrebut;
 - 2.5. für den ZVS: Herr Wilfried Jousten;
 - 2.6. für Miteinander Teilen: Frau Claire Guffens;
 - 2.7. für die Göhlthalvereinigung: N.N.;
 - 2.8. für den Belgischen Roten Kreuz: N. N.;
 - 2.9. für das Töpfereimuseum Raeren: N.N.;
3. als Vertreter der Schulmediotheken:
 - 3.1. für die Athena-Mediothek: Frau Marliese George;
 - 3.2. für die Autonome Hochschule Eupen: Frau Kerstin Bong;
 - 3.3. für das Bischöfliche Institut Büllingen: Frau Jana Scholtes;
 - 3.4. für die César-Franck-Mediothek Kelmis: Frau Michèle Cloot;
 - 3.5. für die EureKASchulmediothek: Frau Doris Faymonville;
 - 3.6. für die Leonardo-Mediothek: Frau Mona Theissen;
 - 3.7. für die Pädagogischen Mediothek St. Vith: Frau Kerstin Bong;
 - 3.8. für die Robert-Schumann-Mediothek: Frau Julia Kautz;
 - 3.9. für die Schulmediothek der Pater Damian Sekundarschule: Stefan Barth;
 - 3.10. für die Umberto-Eco-Schulmediothek: Frau Anne Lebeau.

Art. 2 - Folgende Personen werden als Mitglieder mit beratender Stimme des Beirats für Öffentliche Bibliotheken bestellt:

1. als Vertreter der Regierung: Frau Vasiliki Kokkota;
2. als Vertreter des Verbands der deutschsprachigen Bibliothekare und Bibliotheken Belgiens: Frau Françoise Fagnoul;
3. als Vertreter des Medienzentrums: Frau Eliane Richter.

Art. 3 - Der Erlass der Regierung vom 31. Oktober 2019 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für öffentliche Bibliotheken ist aufgehoben.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 5 - Der für Medien zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Eupen, den 18. Januar 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:
Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH
Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien
I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/200405]

7 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi en ce qui concerne les zones mixtes du cadre organique et les grades correspondant à des emplois d'encadrement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes public relevant de la Région wallonne, articles 2, alinéa 1^{er}, et 2bis;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, notamment l'article 25, tel que modifié par le décret du 13 mars 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi

Vu le rapport du 26 mai 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la proposition du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi donnée le 11 octobre 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mars 2023;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 16 mai 2023;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donnée le 28 juin 2023;

Vu le protocole de négociation n° 844 du Comité de secteur XVI, conclu le 8 septembre 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 octobre 2023;

Vu l'avis 74.726/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 novembre 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Centres de compétence et de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 6. Pour l'application du présent arrêté, l'article 11, § 1^{er}, du Code s'applique en étant complété par les paragraphes suivants :

§ 1^{bis}. Les directions du cadre organique telles que précisées aux paragraphes 2 et 3 sont considérées comme zones mixtes.

Par zone mixte, il faut entendre des directions ou des services de ces directions dont l'encadrement peut être pourvu tant par des encadrants statutaires que par des encadrants contractuels relevant de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

§ 1^{ter}. Sont considérées comme zones mixtes au sein des Services centraux, les directions suivantes :

1^o la Direction des Services ouverts;

2^o la Direction des Services aux entreprises;

3^o la Direction des Dispositifs partenariaux;

4^o la Direction Académie Forem.

§ 1^{quater}. Sont considérées comme zones mixtes au sein des Directions territoriales, les directions suivantes :

1^o les Directions Accompagnement;

2^o les Directions des Services ouverts.

§ 1^{quinquies}. Quarante pourcent maximum des postes des zones mixtes sont pourvus par des encadrants relevant de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi. ».

Art. 2. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art.7. Par dérogation à l'article 8 du Code, le grade d'attaché correspond également à un emploi d'encadrement en ce qui concerne le métier de responsable d'équipe tel que prévu à l'article 54. ».

Art. 3. A l'article 11 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 et du 21 juillet 2016, les mots « pour les métiers du conseil » sont supprimés.

Art. 4. L'article 19 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art.19. Pour l'accès à un emploi de responsable d'équipe de rang A6, tel que prévu à l'article 54, il convient de satisfaire aux conditions prévues à l'article 53, § 2, du Code.

Ces emplois sont pourvus conformément aux règles fixées à l'article 50, § 2 et 3, du Code. ».

Art. 5. L'article 54 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2021, est complété par un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

« La liste des métiers reprise à la section 1^{ère} de l'annexe II du Code pour l'application du présent arrêté, est complétée, hors métiers du conseil, comme suit :

Niveau

Rang

Métier

A

A6

Responsable d'équipe. ».

Art. 6. A l'article 56 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2021, les mots « responsable d'équipe » sont supprimés.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 8. Le Ministre qui a les centres de compétence dans ses attributions et la Ministre qui a l'emploi et la formation dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/200405]

7 DECEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de " Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi " (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling), wat betreft de gemengde zones van de personeelsformatie en de graden die overeenstemmen met staffuncties

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, artikel 2, eerste lid, en *2bis*;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi", inzonderheid op artikel 25, zoals gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de personeelsleden van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi";

Gelet op het rapport van 26 mei 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het voorstel van het Beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", gegeven op 11 oktober 2022;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 13 maart 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 16 mei 2023;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", gegeven op 28 juni 2023;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 844 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 8 september 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 oktober 2023;

Gelet op advies 74.726/4 van de Raad van State, gegeven op 22 november 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Vaardigheidscentra en van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi », vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, wordt hersteld in de volgende lezing:

"Art. 6. Voor de toepassing van dit besluit is artikel 11, § 1, van het Wetboek van toepassing, aangevuld met volgende paragrafen:

§ 1.*bis*. De directies van de personeelsformatie zoals nader omschreven in de paragrafen 2 en 3 worden als gemengde zones beschouwd.

Onder gemengde zone dient te worden verstaan, directies of diensten van deze directies waarvan de staf ingevuld kan worden door statutaire stafleden zowel als door contractuele stafleden vallend onder het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling) (FOREm)

§ 1*ter*. Als gemengde zones in de centrale diensten worden beschouwd, volgende directies:

1^o de directie van de open diensten;

2^o de Directie van de diensten voor ondernemingen;

3^o de Directie van de samenwerkingsverbanden;

4^o de Directie genoemd Académie Forem.

§ 1*quater*. Als gemengde zones in de territoriale directies worden beschouwd, volgende directies:

1^o de Directies Begeleiding;

2^o de directie van de open diensten.

§ 1^{quinquies}. Maximum veertig percent van de betrekkingen in de gemengde zones worden ingevuld door stafleden vallend onder het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" ".

Art. 2. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, wordt vervangen als volgt:

" Art.7. In afwijking van artikel 8 van het Wetboek stemt de graad van attaché eveneens overeen met een staffunctie wat betreft het beroep van ploegverantwoordelijke als bedoeld in artikel 54. "

Art. 3. In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 juli 2010 en 21 juli 2016, vervallen de woorden "wat de adviesverlenende beroepen betreft,".

Art. 4. Artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2006, wordt vervangen als volgt:

" Art.19. Voor de toegang tot een betrekking van ploegverantwoordelijke van rang A6 zoals bedoeld in artikel 54 dient te worden voldaan aan de voorwaarden bepaald in artikel 53, § 2, van het Wetboek.

Deze betrekkingen worden ingevuld overeenkomstig de regels vastgesteld in artikel 50, § § 2 en 3, van het Wetboek. "

Art. 5. Artikel 54 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2021, wordt aangevuld met een nieuw lid 2 luidend als volgt:

"De lijst van de beroepen opgenomen in afdeling 1 van bijlage II bij de Code dient, wat de adviesverlenende beroepen betreft, te worden aangevuld als volgt :

NIVEAU

Rang

Beroep

A

A6

ploegverantwoordelijke "

Art. 6. In artikel 56 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2021, vervalt het woord "ploegverantwoordelijke".

Art. 7. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 8. De Minister bevoegd voor de vaardigheidscentra en de Minister bevoegd voor Werk en Vorming zijn belast met de uitvoering van het besluit.

Namen, 7 december 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/200367]

Pouvoirs locaux

BEYNE-HEUSAY. — Un arrêté ministériel du 12 janvier 2024 réforme le budget initial pour l'exercice 2024 voté en séance du 11 décembre 2023 du conseil communal.

DALHEM. — Un arrêté ministériel du 27 décembre 2023 réforme la 2ème modification budgétaire ordinaire-extraordinaire pour l'exercice 2023 votée en séance du 26 octobre 2023 du conseil communal.

ESNEUX. — Un arrêté ministériel du 15 janvier 2024 approuve le budget initial pour l'exercice 2024 voté en séance du 14 décembre 2023 du conseil communal.

HANNUT. — Un arrêté ministériel du 15 janvier 2024 approuve le budget initial pour l'exercice 2024 voté en séance du 14 décembre 2023 du conseil communal.